

Mercredi 14 décembre 2022 (14h30-16h30) : 4^e réunion préparatoire au colloque « le collège de demain ».

Quels contenus enseigner ?

- Quelle culture commune au collège ?
- Des programmes à revoir pour une cohérence dans chaque discipline et avec les autres disciplines.
- Comment s'assurer qu'ils seront accessibles aux élèves ?

Un intervenant : Paul Devin, président de l'Institut de recherche de la FSU.

Mes notes :

29 participant.e.s.

- **Introduction = Gwen Le Paih, SG adjoint S4.**

Élections professionnelles → remerciements et analyses des résultats nationaux. Une déception = le faible vote chez les AESH.

Introduction rapide sur la notion de la culture commune.

Une réunion de plus le mercredi 15 mars.

Invitation au colloque lycée au nom de l'unité du 2nd degré.

- **Intervention de Sandrine Charrier, responsable du secteur contenu du S4 sur la culture commune.**

Les contenus → il faut les penser avec la question des programmes.

La culture commune → donner une définition reste toujours aussi complexe.

Un 1^{er} constat → dans le contexte actuel, il faut élever en continu le niveau culturel de la nation. C'est bien plus complexe que concevoir un catalogue de connaissances.

Une reprise de notre définition de la culture commune → cf. à nos mandats (congrès de la FSU et congrès du SNES dont celui de Montpellier avec la culture technologique et la culture professionnelle).

Les disciplines sont des éléments structurants des savoirs et de la pensée.

La scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans → c'est essentiel pour donner du temps aux apprentissages.

Des pistes = une inscription des programmes dans le temps long avec des repères annuels à partir d'un bilan autour des derniers programmes + la demande d'un observatoire national des programmes avec les OS pour opérer des ajustements réguliers et éviter les grands chamboulements tous les 10 ans.

- **Intervention d'Anne Sophie Legrand, responsable du secteur « collège » au S4, sur les parcours et les « éducations à ».**

« Parcours » et « éducations à » → ils concurrencent les programmes.

Les parcours = ils remontent à la réforme 2016 et sont au nombre de 4. Ils peuvent être évoqués dans les bulletins. Ils sont pris en compte au moment de l'oral du DNB. Le SNES-FSU en demande l'abandon. Ils exacerbent les inégalités sociales (cf. à l'application folios, application numérique au service des parcours éducatifs).

Les « éducations à » fleurissent et intègrent les parcours (à la santé, à la sécu routière, au numérique, au développement durable, à l'éducation financière...). Elles sont apparues dans les années 70 et se développent dans les années 80. Elles sont thématiques et adossées aux enseignements. Elles correspondent à des orientations idéologiques. Elles conduisent à « la déscolarisation de l'enseignement » → exemple des diaporama à Educfi qui peuvent être utilisés par d'autres intervenant.e.s que les enseignant.e.s (placer les associations au collège). Elles permettent aussi l'auto éducation. Quand le contenu ne fait pas partie aux enseignements disciplinaires, elles prennent de la place sur les enseignements.

Discussions :

- La rupture des programmes entre le collège et le lycée → les programmes n'aident pas à construire la continuité collège-2nde. Travailler ces ponts est nécessaire dans l'unité du 2nde degré en terme de savoirs et de connaissances. Attention pas des programmes de cycle.

- En collège, la question du zapping en lien avec la conception des programmes est soulevée.

- Des discussions sur les programmes par disciplines = éviter la liste de connaissances en histoire-géographie par exemple. Lister plutôt ce que l'on attend en terme de maîtrise des connaissances. Qu'est-ce que nous attendons d'un élève en fin de 3^e en terme de savoirs à maîtriser ?

- Des questions autour de la culture commune = l'articulation entre l'individuel et le collectif + une dimension sociologique doit aussi nous guider et pas seulement la question des programmes. Qu'est-ce qui est commun ?

- Fixer des objectifs de fin de collège au-delà des disciplines tout en faisant attention à la logique curriculaire.

- En français = problème de la gestion de l'hétérogénéité. Réfléchir à une vraie progressivité 1^{er}-2nd degrés avec l'exemple de la lecture. Un accompagnement au long court pour réconcilier les élèves avec l'écrit doit être pensé. En 6^e, il faut aussi créer « un espace de temps » pour réconcilier les élèves avec l'écrit.

- Intervention de Bordeaux « collège » = un état des lieux en collège.

Premier problème au collège = la gestion de l'hétérogénéité qui se renforce surtout en éducation prioritaire et avec l'inclusion. Liaison 1er-2nd degré = problème de la primarisation avec des PE reconnu.e.s comme seul.e.s spécialistes de la difficulté scolaire + de fortes pressions institutionnelles sur les collègues de lettres et de mathématiques. Pourtant, la rupture est également importante pour aborder certains savoirs → exemple en histoire-géographie, en sciences et dans les disciplines artistiques. Besoin d'une continuité collège-lycée = elle peut passer par une conception des programmes de la 6^e à la Terminale (des demandes de collègues dans les stages et réunions syndicales). Travailler sur les programmes permet aussi de garder un cadre et une « égalité » de traitement face à l'autonomie des établissements et au fossé qui se creuse entre les types de collèges. Il faut diffuser rapidement nos propositions sur le collège car nos conditions de travail et d'enseignement sont tellement dégradées que les collègues ont besoin de se retrouver dans un projet partagé et « ambitieux ». Nos réflexions sur la culture technologique et la culture professionnelle doivent être présentées pour répondre aux visées du gouvernement (réforme des LP - réforme du collège). Les collègues n'en peuvent plus des formations disciplinaires des IPR qui consistent désormais à les mettre au travail (plus d'approches historiographiques, épistémologiques et didactiques).

- Le groupe « Lettres » du S4 et une intervention sur les langues et cultures de l'Antiquité = pour appui, les résultats d'une enquête de rentrée. Avec l'autonomie des collèges, les heures de langues anciennes sont très variables d'un collège à l'autre et des regroupements de niveaux sont mis en place + les programmes sont infaisables + le caractère optionnel privilégie les stratégies de séduction auprès des élèves et des familles + le fait qu'il n'y ait pas d'évaluation finale fragilise cet enseignement. Programmes très ambitieux que plus personne ne fait. Les problématiques autour de la poursuite d'étude et de la maîtrise de la langue sont posées. La civilisation prend le pas sur l'enseignement de la langue. Pourquoi pas un petit examen en fin de collège ? C'est une clef de lecture du monde et des arts donc il faut s'y intéresser dans le cadre de la culture commune.

- Une rupture depuis 2016 par rapport aux programmes et à la manière de travailler. Déstructurer les disciplines avec les « éducations à » et les tentatives autour du transversal.

- Les enseignements artistiques → des réflexions à mener sur la culture artistique commune jusqu'en terminale. Pour l'instant, elle s'arrête en fin de 3E.

- Un point positif = depuis 2016, les enseignant.e.s s'affranchissent de plus en plus des programmes.

• **Intervention de Paul Devin, Président de l'Institut de recherche de la FSU.**

Qu'est-ce que la culture commune ? → une question compliquée !

Questionner des usages langagiers qui nous fédèrent ?

Attention aux seules vertus de lien et de partage. Partager des analyses, des émotions, des concepts et donc défendre l'existence d'une culture commune suffirait à asseoir les vertus d'une culture commune ?

La « culture » est un moyen de domination → par exemple des bourgeois sur les prolétaires.

Le système scolaire s'est construit pour permettre le maintien du pouvoir religieux sur les populations depuis le Moyen Age. Avec Jules Ferry et les Républicains, il s'agit de contenir le pouvoir religieux et d'installer le pouvoir libéral à favorisant toujours une culture de distinction bourgeoise.

- Primaire = l'école des savoirs pratiques

- Secondaire = une formation intellectuelle des élites avec l'enseignement des humanités classiques.

Dans l'entre-deux-guerres → des réflexions pour une école unique sont menées. Les « transfuges » issus des milieux populaires permettent toujours d'éviter de parler de démocratisation de l'école. Nous sommes bien loin d'une école fondée sur une culture commune chez les radicaux comme chez les socialistes. Dans la gauche radicale, c'est une éducation secondaire populaire intégrale (mêler travail et réflexion dans une éducation qui promeut une culture ouvrière) qui est portée. Elle insiste sur la nécessité de renoncer à la réussite individuelle qui nuit à l'émancipation collective. Elle explique qu'il faut résister à la hiérarchisation des savoirs que nourrit la bourgeoisie (opposer savoirs intellectuels et savoirs manuels). Dans une culture capitaliste, une culture commune est forcément inégalitaire.

La question, ce n'est pas quelle culture commune mais quelle finalité pour l'école. En FSU, on doit s'interroger sur quelle culture commune pour une société égalitaire, démocratique, émancipée et écologique. Dans une société capitaliste, une culture commune est forcément inégalitaire mais en rester là c'est renoncer à la question du « minimum culturel » (un noyau de savoirs et de savoirs faire indispensable à toutes et à tous et point de départ d'une formation permanente) → cf. à Bourdieu qui parle d'une certaine hiérarchisation des savoirs et d'un minimum culturel commun.

L'histoire de la culture commune dans les projets pour l'école depuis les années 1950 :

- Plan Langevin Wallon → donner une nouvelle perspective = nous avons à faire un choix entre « une démocratisation par une sélection ouverte aux élèves des milieux populaires » ou entre « démocratiser c'est élever le niveau culturel de l'ensemble de la nation » et là nous sommes dans l'émancipation collective. Ce plan ne fut jamais appliqué.
- Les années 60 → il faut former des cadres et des techniciens (résister au bloc soviétique + accélération des progrès). Création des CET et report à 16 ans de l'obligation scolaire. Mais la stratification sociale est maintenue.
- Valéry Giscard d'Estaing pose la question d'un savoir minimal à la fin du collège. Une unité culturelle française à la fin du collège est proposée par la réforme Haby (le collège unique avec un programme unique). On sort des 30 Glorieuses et le chômage revient. Se dessine une politique d'austérité donc une baisse des moyens pour l'école est amorcée. FEN, CFDT et CGT quitte le colloque Haby en 1974 → le problème pour le SNES, ce n'est pas la démocratisation accrue et l'élévation du niveau de connaissances (ligne Langevin Wallon) mais le SNES refuse une modernisation qui renforce le système capitaliste. En effet, la loi Haby maintient les filières ségréguées puisque existent toujours les CPPN, la 1^{ère} orientation en CAP en fin de 5^e... Cette modernisation sous couvert de démocratisation introduit aussi une autonomie des établissements (introduction de la culture de gestion). La rhétorique de la concertation est aussi mise en œuvre à ce moment-là. Depuis l'affirmation « VGE » d'une culture commune, le système libéral se garde de renoncer au moindre privilège.
- Ferry → sur la question de l'hétérogénéité, il ne met rien en œuvre dans la formation des enseignant.e.s pour apporter des solutions. Il introduit la notion de socle minima dans un cocktail avec autonomie, renforcement des hiérarchies et apprentissage à 14 ans.
- Fillon → aucun moyen pour garantir l'acquisition d'un socle commun.

Toutes ces volontés répétitives qui nous parlent de culture commune ne proposent jamais en parallèle de consacrer les moyens à l'égalité.

A quoi doit-on être attaché ? → à pouvoir faire usage d'une raison critique pour interroger les préjugés + à parvenir à s'émanciper par les savoirs. Ceci doit se construire dans l'école. Une ligne de fond pour y parvenir = être conscient.e que l'on a une double besogne à mener, les combats quotidiens (moyens, conditions de travail,...) dans une perspective de transformation sociale pour un monde plus égalitaire et l'élaboration de la culture commune qui doit être le ferment de cette transformation démocratique.

Discussions :

- La culture commune se situe dans un temps, une histoire, une époque donc la culture commune doit être une co construction entre nous et les élèves (interroger le rapport aux savoirs). Pour cela, il faut sortir de la seule dimension utilitariste des savoirs. Il faut aussi trouver un socle commun à nos programmes disciplinaires pour former à la citoyenneté. Il faut questionner également les langages car qu'est-ce qui est fondamental. Comment construire et partager collectivement cette culture commune ?

- La culture commune ne doit pas être définie par des pré conditions d'accès. On ne peut pas faire comme si nous étions de connivence avec les élèves qui ne peuvent pas accéder aux savoirs en faisant semblant d'accéder à leur périmètre culturel.

- On ne peut pas confier à l'école le rôle de résilience sociale, ce que fait notre adversaire → apprendre aux élèves que leur destinée c'est l'employabilité et la confiance pour servir un système économique. On doit combattre ce projet libéral.

- **Conclusion = Gwen Le Paih, SG adjoint S4.**

La culture commune c'est la lutte des classes à l'école.

Faire un travail rapide auprès de la profession → notre projet doit parler aux collègues. Importance des savoirs pour être pleinement citoyen.

De quel commun parlons-nous ? → une culture commune diversifiée (place des enseignements technologiques et du professionnel) jusqu'à la fin de la scolarité à 18 ans.

La question des moyens → une attaque contre nos métiers et notre culture professionnelle. Se libérer des programmes et des examens permet de construire du commun.

18 janvier → aide à apporter dans la classe.